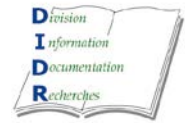


ANGOLA



22 février 2017



Les mouvements révolutionnaires angolais depuis 2011

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Les prémices d'une « <i>nouvelle révolution angolaise</i> » inspirée des printemps arabes ..	3
2. Les nouveaux mouvements révolutionnaires angolais	4
3. Les figures emblématiques issues de la mouvance <i>revú</i>	4
4. Discours et revendications des mouvements révolutionnaires	5
5. Organisation et modes de fonctionnement de ces mouvements	6
6. Manifestations et actions de protestation	7
7. Réactions des autorités angolaises	8
8. L'arrestation de 17 militants en juin 2015 et les poursuites judiciaires qui s'ensuivirent	10
Bibliographie.....	13

Résumé : Apparus en 2011, les mouvements révolutionnaires angolais ont organisé une quinzaine des manifestations en 2011 et 2012 dans le but de faire valoir leurs revendications sociales et politiques. Bien que durement réprimés par le régime, les militants issus de cette mouvance entendent poursuivre leurs actions. En juin 2015, l'arrestation d'une quinzaine de ces militants et les poursuites judiciaires engagées à leur encontre ont provoqué un vaste mouvement de soutien en Angola et à l'étranger pour exiger leur libération. Celle-ci est finalement survenue en juin 2016.

Abstract: Angolan revolutionary movements that emerged in 2011 organized around 15 demonstrations between 2011 and 2012 in order to promote their political and social agenda. Despite severe repression by the regime, the activists of this movement remain determined to continue their action. In June 2015, the detention of around 15 of these militants, and the judiciary pursuits engaged against them, provoked a large campaign in Angola and in foreign countries to demand their liberation. They were finally freed in June 2016.

1. Les prémices d'une « nouvelle révolution angolaise » inspirée des printemps arabes

En février 2011, « inspiré par les manifestations dans le monde arabe », un individu se présentant sous le pseudonyme d'Agostinho Jonas Roberto dos Santos (AJRS) et se disant leader du Mouvement révolutionnaire du peuple combattant de l'Angola (MRPLA), lance, via les réseaux sociaux, un appel contre la « dictature » de José Eduardo dos Santos, président de l'Angola depuis 1979.¹

Dans cet appel, AJRS incite à une « nouvelle révolution du peuple angolais » pour provoquer la chute du président angolais, « comme cela a été fait en Tunisie et en Egypte »², et appelle à un rassemblement le 7 mars 2011 à minuit à Luanda. Selon le journaliste et écrivain angolais José Eduardo Agualusa, les « organisateurs » de cet appel se trouvaient probablement à l'étranger au moment des faits³, même si cet appel a été repris par plusieurs sites web en Angola.⁴

Répondant à cet appel, une quinzaine de jeunes Angolais se réunissent Place de l'Indépendance à Luanda le 7 mars 2011 à minuit. Toutefois, la manifestation est interrompue, les personnes rassemblées ayant été dispersées ou arrêtées par la police.⁵

Parmi les 14 personnes arrêtées figure notamment le célèbre rappeur angolais Brigadeiro Mata Frakuxz (de son vrai nom Luaty Beirao). Devenu la figure de proue des protestations, il fera ensuite partie du mouvement qui organisa une quinzaine de manifestations de 2011 à 2012.⁶

Cette première manifestation de citoyens indépendants contre le régime angolais depuis la fin de la guerre (en 2002)⁷ marque les débuts de la « nouvelle révolution angolaise ».⁸

Selon Juliana Lima⁹, deux facteurs ont permis « à la manifestation du 7 mars 2011 d'avoir des suites » : la réaction des autorités à l'appel lancé par AJRS et le soutien exprimé, lors d'un concert organisé en février 2011 (*infra*), par le rappeur Luaty Beirao en faveur de ce rassemblement.¹⁰

Selon José Eduardo Agualusa, la « réponse nerveuse » du gouvernement à l'appel lancé par AJRS s'explique « par le climat qui règne dans tout le continent [africain] à la suite des révolutions en Tunisie et en Egypte. Le fait que les jeunes révolutionnaires n'appartiennent à aucun mouvement organisé et qu'ils n'aient pas de leader clair effraie le régime, dans la mesure où ils sont moins faciles à contrôler ».¹¹

¹ LIMA Juliana, « Des "printemps arabes" à la "nouvelle révolution" en Angola – Mobilisation et contestation politique dans l'après-guerre », *Afrique Contemporaine*, N°245, 2013.

² *Ibid.*

³ AGUALUSA José Eduardo, « Angola : Les indignés de Luanda », *Courrier International*, 25/03/2013.

⁴ Agence France Presse (AFP), « Défilé: les Angolais mis en garde », 22/02/2011.

⁵ LIMA Juliana, art.cit.

⁶ *Ibid.*

⁷ AGUALUSA José Eduardo, art.cit.

⁸ LIMA Juliana, art.cit.

⁹ Juliana Lima est doctorante en science politique à l'université Paris-1, rattachée au CEMAF (Centre d'études des mondes africains). Ses recherches portent sur les dynamiques de conflit et de sortie de conflit, notamment sur le continent africain. Sa thèse analyse le processus de fabrication sociale et politique de la paix en Angola.

¹⁰ LIMA Juliana, art.cit.

¹¹ AGUALUSA José Eduardo, art.cit.

2. Les nouveaux mouvements révolutionnaires angolais

Selon Juliana Lima, aux lendemains de la manifestation du 7 mars 2011, divers groupes autoproclamés « *révolutionnaires* » apparaissent en Angola¹² :

- le **MRPLA** (Mouvement révolutionnaire du peuple combattant de l'Angola/*Movimento Revolucionário do Povo Lutador de Angola*)
- le **MRE** (Mouvement révolutionnaire d'étudiants/*Movimento Revolucionário Angolano*)
- le **MRAN** (Mouvement révolutionnaire angolais/*Movimento Revolucionário Angolano*)
- le **MRIS** (Mouvement révolutionnaire d'intervention sociale/*Movimento Revolucionário de Intervención Social*)
- le **Jovens Unidos da Sociedade Civil** (Jeunes unis de la société civile)
- le **MJRA** (Mouvement jeune révolutionnaire angolais/*Movimento Revolucionário de Jovens Angolano*)
- le **MPU** (Mouvement patriotique unifié/*Movimento Patriótico Unido*)
- **Central 7311**,¹³ dont le nom fait référence au 7 mars 2011.¹⁴

Les militants liés à ces mouvements révolutionnaires sont communément appelés **revús** en Angola.

3. Les figures emblématiques issues de la mouvance *revú*

De nombreux manifestants sont issus des milieux liés au MPLA¹⁵ (parti majoritaire dont est issu le président dos Santos). Ainsi, selon Juliana Lima, « *une bonne partie de ceux qui organisent depuis 2011 des manifestations publiques a au moins un parent directement lié à l'appareil politique du système en place* ». ¹⁶

Parmi les figures emblématiques des *revús* figurent notamment Luaty Beirao, Manuel Nito Alves et Domingos da Cruz. Accusés de rébellion et de tentative de coup d'Etat, tous trois ont été arrêtés avec une quinzaine d'autres militants en juin 2015, condamnés à des peines d'emprisonnement en mars 2016, puis placés en liberté conditionnelle et assignés à résidence en juin 2016 (*infra*).

- **Luaty Beirao** : Aussi connu par son nom de rappeur Brigadeiro Mata Frakuxz, Luaty Beirao est « *un fils direct du système. Son père était un homme de confiance du chef d'Etat et fut nommé premier président de la puissante et emblématique FESA (Fondation Eduardo dos Santos)* ». ¹⁷

Le 27 février 2011, lors d'un concert de rap à Luanda devant quelques milliers de spectateurs, il apporte son soutien au rassemblement du 7 mars 2011 et s'adresse directement à Danilo dos Santos, un des fils du président, en lui demandant d'envoyer un message à son père : « *32 ans au pouvoir, ça suffit !* ». Déplorant la longévité du règne présidentiel et le manque de liberté d'expression en Angola, il invite ses fans à le rejoindre Place de l'Indépendance, le 7 mars 2011. Rapidement, « *une courte vidéo du concert diffusée sur YouTube fait sensation sur la blogosphère, tant à l'intérieur du pays, qu'au sein de la diaspora angolaise* ». ¹⁸

¹² LIMA Juliana, art.cit.

¹³ José Eduardo Agualusa décrit Central 7311 comme un site web animé et utilisé par des militants révolutionnaires dans le cadre de leurs campagnes ; AGALUSA José Eduardo, art.cit.

¹⁴ LIMA Juliana, art.cit.

¹⁵ MPLA : *Movimento Popular de Libertação de Angola* (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola).

¹⁶ LIMA Juliana, art.cit.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

Selon José Eduardo Agualusa, « *la vidéo de cette démonstration improvisée de révolte, diffusée aussitôt sur YouTube, témoigne d'un moment important, d'un tournant dans le combat pour la démocratie en Angola* ». ¹⁹

Détenteur de la double nationalité angolais et portugaise, Luaty Beirao est arrêté le 11 juin 2012 à l'aéroport de Lisbonne après la découverte par des agents de l'immigration portugaise de cocaïne dans une roue de bicyclette mise en soute par le rappeur à l'embarquement à Luanda. Selon divers commentateurs s'exprimant sur la blogosphère et les réseaux sociaux, « *tout semble indiquer que la drogue a été placée dans le bagage à l'insu du rappeur, pour le faire arrêter à son arrivée à Lisbonne. Pour l'opinion angolaise, il s'agit d'un coup monté par des agents du pouvoir, contre un jeune homme devenu la bête noire du régime de José Eduardo dos Santos* ». ²⁰

Dans un entretien accordé en décembre 2016 au journal *Le Monde*, Luaty Beirao revient sur cet évènement : « *Deux kilos de cocaïne ont été placés dans mes bagages alors que je me rendais à Lisbonne, la police portugaise a vu sur internet qui j'étais. Elle a compris le coup monté et la juge m'a relâché* ». ²¹

Arrêté à Luanda en juin 2015 en compagnie de 16 autres *revús* (*infra*), Luaty Beirao est relâché après un an de captivité en juin 2016. Depuis sa libération, il a continué de militer en faveur d'une alternance démocratique en Angola et a notamment pris part à l'organisation d'une manifestation en novembre 2016 à Luanda (*infra*).

- **Manuel Nito Alves** : Le 12 septembre 2013, la police angolaise arrête Manuel Nito Alves à Viana (province de Luanda), « *alors qu'il récupérait des tee-shirts sur lesquels étaient imprimés des slogans défavorables au président angolais. Ces tee-shirts devaient apparemment être portés par des manifestants lors de la marche du 19 septembre 2013. Manuel Nito Alves a été accusé de diffamation à l'égard du président* ». ²²

Parfois présenté comme « *l'ancien prisonnier politique le plus jeune du monde* », ce militant au « *passé contestataire très conséquent* » en dépit de son jeune âge (17 ans en 2013) avait déjà été incarcéré une dizaine de fois avant de compter parmi les 17 *revús* arrêtés en juin 2015. ²³

- **Domingos da Cruz** : Le philosophe et universitaire Domingos da Cruz est aussi journaliste pour l'hebdomadaire *Folha8* et animateur d'un observatoire de la presse, créé fin 2014 dans le but de défendre la liberté d'expression et la démocratie. Il est l'auteur de l'essai intitulé « *Outils pour détruire un dictateur et éviter de nouvelles dictatures* ». La lecture de cet ouvrage a servi de prétexte aux autorités angolaises pour l'arrestation en juin 2015 des 17 *revús* (*infra*). ²⁴

4. Discours et revendications des mouvements révolutionnaires

Le discours de la jeunesse révolutionnaire angolaise est « **essentiellement social** ». Celle-ci revendique notamment « *une plus juste redistribution sociale de l'exploitation des richesses du pays, la fin de la corruption, du travail pour une jeunesse de plus en plus frappée par le chômage* ». ²⁵

¹⁹ AGUALUSA José Eduardo, art.cit.

²⁰ LIMA Juliana, art.cit.

²¹ *Le Monde*, « Luaty Beirao : "Je refuse de vivre sous la dictature de la peur" », 21/12/16.

²² Amnesty International (AI), *Les autorités angolaises ne doivent pas réprimer les manifestations à venir*, 17/09/2013.

²³ *Le Monde*, « Le procès des révolutionnaires angolais, grand théâtre de l'absurde », 22/01/2016.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ LIMA Juliana, art.cit.

Aux lendemains de la manifestation du 7 mars 2011, les appels à la protestation lancés par les *revús* dénoncent ouvertement « *la répression violente, les disparitions et les enlèvements de jeunes manifestants, les menaces qu'ils subissent avec leurs familles, et les emprisonnements sommaires depuis le rassemblement [du 7 mars 2011]* ». ²⁶

Les manifestations organisées depuis mars 2011 à l'initiative des *revús* ont « *pour toile de fond la protestation contre le régime, mais elles évoquent ou répondent à des événements spécifiques : l'organisation d'une marche et la collecte de fonds pour aider le journaliste William Tonet²⁷ à payer une indemnisation de 100 000 dollars [94 000 euros] après sa condamnation jugée injuste, pour diffamation du gouvernement; la marche pour la libération de jeunes manifestants disparus, dont on accuse le gouvernement d'enlèvement; sit-in devant le siège de l'UNITA²⁸ pour protester contre la prise de pouvoir des partis de l'opposition à l'Assemblée nationale, etc.* ». ²⁹

Le discours des *revús* est aussi porteur de « *revendications politiques immédiates* », à savoir « *la fin du long règne du chef de l'Etat actuel* ». ³⁰

Toutefois, les partisans de ces mouvements révolutionnaires mettent en avant leur caractère apolitique et refusent tous liens partisans ou affiliations politiques. A cet égard, Juliana Lima souligne que seul un parti de l'opposition, le *Bloco Democrático*, « *constitué d'intellectuels luandais mais sans beaucoup de résonance en dehors de la capitale, a soutenu de manière ouverte et très tôt les différents mouvements, notamment à Luanda* ». ³¹

5. Organisation et modes de fonctionnement de ces mouvements

L'organisation de ces groupes est « *très peu ou pas du tout hiérarchisée* » et « *peu institutionnalisée, en grande partie pour des questions de sécurité* ». Selon Juliana Lima, « *cette faible institutionnalisation n'est pas sans rapport avec l'impuissance du tissu associatif angolais : très peu développé, en partie coopté, et largement étouffé par les politiques de répression du régime* ». ³²

D'autre part, « *le mouvement de la jeunesse angolaise n'a pas trouvé de résonance dans les organisations syndicales et n'a pas été soutenu immédiatement, ni ouvertement, par les partis politiques d'opposition, qui peu à peu lui ont apporté un soutien plus explicite, ne serait-ce que par la critique de la répression du gouvernement. Mais les partis politiques n'ont pas utilisé leurs institutions et réseaux militants [...] en faveur du mouvement des jeunes* ». ³³

La collaboration entre ces groupes « *se fait à partir de réseaux d'entraide et de solidarité vis-à-vis des revendications communes* ». ³⁴

Bien que les divers groupes révolutionnaires n'agissent pas de manière très coordonnée, il existe des similitudes dans leurs modes d'action : « *mobilisation par SMS, via les*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ En octobre 2011, ce journaliste a été condamné pour diffamation pour un article publié en 2008 dans son journal *Folha8*, dans lequel il accusait trois généraux de l'armée angolaise et le directeur général du service des douanes d'enrichissement illicite, de corruption et d'abus de pouvoir. Selon le verdict, William Tonet était contraint de verser aux plaignants dix millions de kwanzas (77 000 euros) dans un délai de cinq jours sous peine de devoir purger une peine d'un an de prison ferme ; Reporters sans frontières (RSF), *Condamné pour "diffamation", le journaliste William Tonet risque un an de prison*, 12/09/2011.

²⁸ L'UNITA (*União Nacional para a Independência Total de Angola*/Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) est un mouvement anticolonial angolais devenu un parti politique après l'indépendance du pays.

²⁹ LIMA Juliana, art.cit.

³⁰ *Jeune Afrique*, « Angola : la jeunesse défie le président Dos Santos », 28/09/2011.

³¹ LIMA Juliana, art.cit.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

réseaux sociaux et la blogosphère; discours pacifique; communication préalable de la date, heure et lieu des rassemblements, ainsi que des parcours des marches aux différentes autorités locales; diffusion sur le net d'informations sur le déroulement des manifestations en temps réel; publication de vidéos des rassemblements sur YouTube et sur différents blogs ». ³⁵

Concernant l'usage par les *revús* des moyens de communication modernes (internet et vidéos), Luaty Beirao déclare : « Depuis que j'ai décidé de militer, j'ai pris conscience qu'il valait mieux tout dénoncer, tout rendre public : les menaces de mort, les coups sur la tête, les emprisonnements [...] Ces publications sont notre protection. En cas de problème, tout le monde est au courant. Sans ça, je pense que nous ne serions plus là [...] Le gouvernement angolais nous a aidés en révélant le régime autoritaire dans lequel on vit [...], qui réprime par la force et peut tuer le cas échéant ». ³⁶

6. Manifestations et actions de protestation

Après l'appel du 7 mars 2011, les *revús* ont fait circuler des appels « à marcher dans tout le pays pour exiger le départ de Zédu [surnom donné au président José Eduardo dos Santos], de ses ministres et de ses compagnons corrompus ». ³⁷ Ainsi, de 2011 à 2012, les *revús* ont organisé une quinzaine de manifestations ³⁸ :

- Le **7 mars 2011**, un premier rassemblement est empêché à Luanda par les forces de sécurité, qui procèdent à une quinzaine d'arrestations, dont celles de journalistes.

- En **mai 2011**, des manifestations d'une dizaine de jeunes connaissent le même sort, « sans pour autant décourager un phénomène relativement neuf dans un pays marqué par 27 ans de guerre civile ». ³⁹

- Le **3 septembre 2011**, environ 300 manifestants se rassemblent à Luanda (Place de l'Indépendance) pour dénoncer la corruption, le manque d'eau et d'électricité. Des heurts avec la police ont lieu, 17 manifestants sont par la suite condamnés à des peines de 30 à 45 jours de détention et à des amendes. ⁴⁰

- Le **10 mars 2012**, plusieurs manifestants sont blessés lors d'une marche de protestation, dont le rappeur Luaty Beirao et le secrétaire général du parti d'opposition *Bloco Democrático*. ⁴¹ Ils entendaient protester contre de possibles « fraudes durant les prochaines élections » et la manière dont furent préparées ces élections. ⁴²

Le **16 mars 2012**, une lettre ouverte au président angolais signée par plusieurs personnalités et intellectuels angolais, dont certains sont encore membres du MPLA, est diffusée. Les signataires déplorent la disproportion entre l'étendue des manifestations et la violence des agresseurs envers les manifestants, ainsi que l'inaction des policiers en civils présents sur place. ⁴³ Les auteurs de cette lettre ⁴⁴ dénoncent en outre « l'utilisation

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Le Monde*, 21/12/16, art.cit.

³⁷ *Jeune Afrique*, art.cit.

³⁸ LIMA Juliana, art.cit.

³⁹ *Jeune Afrique*, art.cit.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ LIMA Juliana, art.cit.

⁴² ONOFRE Clara, « Angola : Une manifestation contre la fraude électorale réprimée », *Global Voices*, 17/03/2012.

⁴³ LIMA Juliana, art.cit.

⁴⁴ Un extrait de ce document a été publié sur le site web de Central 7311.

de la TPA⁴⁵ pour inciter à la violence » et demandent au président d'assurer « le respect de la démocratie et la sécurité des manifestants ».⁴⁶

- A l'approche des élections **d'août 2012**, les *revús* lancent une « *campagne originale* » sur un le site web Central 7311. Ils confectionnent et distribuent une sorte de carte nationale d'identité, semblable à celle en vigueur dans le pays, qu'ils baptisent « *carte de citoyen en protestation permanente* ». Selon leurs propres dires, les animateurs du site Central 7311 espèrent ainsi « *rallier tous les copains et les copines qui craignent de sortir dans la rue de peur d'être agressés par un gros bras du régime, mais que tel ou tel aspect de leur quotidien met en rogne et qui souhaitent protester de cette façon symbolique. Ainsi, quel que soit votre motif d'irritation, si vous voulez vous insurger, nous avons le plaisir de vous délivrer une CNI adaptée à vos exigences. Il suffit de nous envoyer un courriel avec votre photo et les renseignements suivants : raison de votre adhésion, profession, adresse. Vous pouvez inventer les renseignements, mais la photo doit être la vôtre* ».⁴⁷

- **Le 26 novembre 2016**, des militants organisent à Luanda une manifestation contre la nomination d'Isabel dos Santos, fille du président angolais, à la tête du Conseil d'administration de Sonangol,⁴⁸ perçue comme « *une entorse à la loi sur la probité* ». Diverses personnalités angolaises, comme Marcolino Moco (frondeur du MPLA), le journaliste William Tonet (du journal *Folha8*), le rappeur Luaty Beirao, l'avocat David Mendes et Sizaltina Cutaia ont organisé cette action. Selon la Constitution angolaise, l'organisation d'une manifestation ne requière aucune autorisation. Les organisateurs doivent simplement adresser, 45 jours avant l'évènement, une note d'information pour demander aux autorités urbaines de sécuriser les lieux de la manifestation afin d'éviter tout débordement. Ce type de requête fut adressé dans les délais impartis au gouverneur de la ville. Pourtant, deux jours avant l'évènement, un communiqué des autorités urbaines interdisait la manifestation sous prétexte que le Conseil des églises chrétiennes en Angola avait prévu d'organiser à cette date et sur le même parcours une manifestation ayant pour thème « *le rôle de la femme religieuse dans la consolidation de la paix en Angola* ».⁴⁹

7. Réactions des autorités angolaises

Les autorités angolaises ont employé différents moyens pour endiguer les manifestations organisées à l'initiative des *revús* depuis mars 2011.

Elles ont notamment recouru à des actions de « *propagande* » dans le but de « *discréditer le mouvement de la jeunesse* » et organisé « *des marches de soutien en faveur du président réalisées à chaque fois qu'une manifestation est annoncée par la jeunesse : marche patriotique, marche pour la paix, etc.* ».⁵⁰

En outre, le régime a « *durci la répression* » en procédant à des détentions arbitraires, des perquisitions dans les locaux de la presse indépendante et chez certains organisateurs des protestations, des tortures, et des agressions physiques.⁵¹

⁴⁵ La *Televisão Pública de Angola* (TPA) est la chaîne de télévision nationale angolaise.

⁴⁶ LIMA Juliana, art.cit.

⁴⁷ AGUALUSA José Eduardo, art.cit.

⁴⁸ Sonangol est une entreprise publique chargée de l'exploitation et de la production de pétrole et de gaz naturel en Angola.

⁴⁹ *Soba-Ma-Soba*, « La manifestation du 26 novembre 2016 interdite à Luanda », *Sobamasoba.blogspot.fr*, 28/11/2016.

⁵⁰ LIMA Juliana, art.cit.

⁵¹ *Ibid.*

Les sources consultées évoquent diverses tactiques conçues par les autorités et mises en œuvre par les forces de sécurité pour mettre fin aux contestations : intimidations et enlèvements (à l'encontre des manifestants), menaces (envers les manifestants et leurs familles), appât du gain (offres de voitures ou d'argent, cooptation) pour dévoyer les manifestants.⁵²

Selon Juliana Lima, « *la vague de manifestations au début de l'année 2011, au lendemain, voire au moment même où se déroulait le printemps arabe* » a suscité « *la crainte du régime face à la tournure que peut prendre le soulèvement de la jeunesse. La disproportion de la répression (sa violence extrême) face aux marches et rassemblements pacifiques organisés tout au long de l'année 2011 jusqu'à l'été 2012 montre la nature autoritaire du régime et légitime par ricochet une intensification de l'action des jeunes révolutionnaires, dans un véritable effet boomerang* ». ⁵³

Cependant, « *la répression et la dissémination de la peur empêche la mobilisation de prendre de l'ampleur : quelques centaines de jeunes engagés, un peu plus d'une dizaine de rassemblements au cours de l'année 2011-2012, et presque aucune manifestation dans l'Angola rurale où les effets de la guerre sont encore très ressentis. Le résultat des élections d'août 2012 et le soutien de la communauté internationale (qui continue à agir comme si de rien n'était) témoignent d'un MPLA toujours en contrôle : le fait même que ces protestations eurent lieu légitime le caractère démocratique du gouvernement, les agressions étant imputées à des tiers ou justifiées par les bagarres provoquées par les manifestants eux-mêmes pendant les rassemblements* ». ⁵⁴

L'appareil judiciaire a également été mis à contribution avec la complaisance de certains magistrats ayant pris part à la tenue de procès biaisés contre des militants, comme celui de Rafael Marques⁵⁵, un journaliste angolais.⁵⁶

Dans un article paru sur le site web *Global Voices*, la journaliste angolaise Clara Onofre rapporte les témoignages de manifestants concernant les violences survenues pendant la manifestation du 10 mars 2012, lors de laquelle des manifestants, dont le rappeur Luaty Beirao, ont été grièvement blessés.⁵⁷

Ainsi, Nelson Pestana, politologue et chercheur universitaire, a relaté les mauvais traitements infligés aux manifestants dans le quartier de Cazenga, à Luanda : « *Le groupe des mauvais garçons était déjà là. La police s'était dispersée sur la route programmée par la manifestation, positionnée comme si elle se préparait à une embuscade. Le peuple comptait sur le soutien et la complicité de la police nationale qui devait être présente pour maintenir l'ordre public, garantir la sécurité des manifestants et veiller à ce que la Constitution de la République soit respectée et non pas piétinée par un tas de malfaiteurs. Ce qui s'est passé n'avait rien à voir avec un pays civilisé, comme cela aurait dû être. Les voyous ont commencé à attaquer les manifestants, employant*

⁵² *Jeune Afrique*, art.cit. ; MAHUM Steaves, « En Angola, il est interdit de réfléchir », *Steaves.mondoblog.org*, 17/07/2015 ; LIMA Juliana, art.cit.

⁵³ LIMA Juliana, art.cit.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Le procès du journaliste et militant Rafael Marques a débuté à Luanda le 24 mars 2015. Il était accusé de dénonciation calomnieuse pour avoir fait paraître en 2011 au Portugal un livre intitulé « *Les Diamants du Sang : Torture et Corruption en Angola* ». L'auteur « *y accuse les généraux angolais d'avoir cautionné des crimes contre l'humanité* » contre la population de la région diamantifère des Lundas, dans le nord-est de l'Angola. Il y appelait à la responsabilité morale des propriétaires de mines et des sociétés de sécurité détenues par des généraux qui permettent au système de fonctionner. Il encourt une peine de 9 ans de prison et 1,2 million de dollars d'amende » ; *Le Monde*, « Angola : l'humour presque noir de Rafael Marques, l'ennemi des généraux et du président », 25/03/2015.

⁵⁶ MAHUM Steaves, art.cit.

⁵⁷ ONOFRE Clara, art.cit.

*une violence gratuite, n'épargnant rien. Ils avaient apporté des barres d'acier et des armes de guerre ».*⁵⁸

Selon d'autres sources citées par Clara Onofre, la veille de la manifestation, les autorités ont pris pour cible le rappeur Carbono Casimiro. Sa maison a été « envahie par une douzaine d'hommes vêtus de noir, armés de barres en acier et de coups-de-poing américains. Ils ont défoncé la porte, la fenêtre de sa chambre et ont commencé à couvrir de coups tous ceux qui étaient présents : Sampaio Liberdade, Cavera C, Santeiro, Nelito et Carbono lui-même. Ils sont arrivés dans un van et ont placé deux gars forts à l'entrée donnant accès aux autres maisons, ne laissant personne ni entrer ni sortir. En voyant l'unique sortie prise, les jeunes gens se sont retrouvés pris au piège et ont été punis pour penser différemment [...] C'est avec ce degré de confiance que ces hommes ont agi, en pleine lumière du jour ne portant que des chapeaux et des lunettes de soleil, à la vue de tous. Les résidents de la rue de Carbono se sont tous réunis dans la rue pour les voir, les uns après les autres, sortir de cette attaque blessés et ensanglantés. La police s'est retirée, refusant de prendre les dépositions [...] Mais les jeunes gens n'ont pas cédé et c'est ainsi que les procès-verbaux ont pu être dressés ».⁵⁹

8. L'arrestation de 17 militants en juin 2015 et les poursuites judiciaires qui s'ensuivirent

Entre le 20 et 21 juin 2015, 17 militants accusés par le régime d'avoir préparé un putsch sont arrêtés à Luanda.⁶⁰ Eugénio Pedro Alexandre, directeur du service d'investigation criminelle, a publié un communiqué expliquant que ces individus « se préparaient à commettre des actes destinés à troubler l'ordre et la sécurité publique ».⁶¹

Les détenus sont des militants des droits humains connus en Angola pour avoir organisé des conférences ou des marches pacifiques. Parmi eux se trouvent des personnalités comme le philosophe Domingos da Cruz, Manuel Nito Alves, ou le rappeur Luaty Beirao.⁶²

Ce dernier a entamé le 30 juin 2015 une grève de la faim de 36 jours, qui a alerté l'opinion internationale sur le sort de ses compagnons et déclenché un vaste mouvement de soutien en Angola et à l'étranger (« Liberdade já », « La liberté maintenant ») pour exiger la libération des détenus.⁶³

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme⁶⁴ fournit la liste complète des 17 accusés : Luaty Beirao (alias Brigadeiro Mata-Frakuxz), Manuel Nito Alves, Nuno Alvaro Dala, Nelson Dibango Mendes Dos Santos, Alfonso Jojo Matias (alias Mbanza Hamza), Sedrick de Carvalho, Fernando António Tomás (alias Nicola Radical), Hitler Chiconda (alias Samussuku), Italiano Arante Kivuvu, Benedito Dali (alias Dito Dali), Albano Bingobingo (alias Albano Liberdade), José Gomes Hata (alias Cheik Hata), Inocênio De Brito (alias Drux), Domingos da Cruz, et Osvaldo Caholo. Rosa Kusso Conde et Laurinda Manuel Gouveia font également face à des poursuites similaires, mais ne se trouvaient pas en détention lors de l'ouverture du procès en novembre 2015.⁶⁵

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Le Monde*, « Un énigmatique « coup d'État » en Angola », 02/07/2015.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Le Monde*, 22/01/2016, art.cit.

⁶⁴ L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme a été créé en 1997 par la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT). L'objectif de ce programme est d'intervenir pour prévenir ou remédier à des situations de répression contre les défenseurs des droits de l'homme.

⁶⁵ Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, *Les "15 d'Angola" doivent être libérés et leur droit à un procès équitable respecté*, 19/11/2015.

Lors de son procès, Mbanza Hamza n'a affirmé devant la cour que « *Dos Santos est un dictateur* » et que les lois angolaises sont constamment bafouées par « *un régime arrogant* ». Sedrick de Carvalho est un ancien étudiant en droit exerçant la profession de journaliste depuis 2011. Il travaille pour l'hebdomadaire d'opposition *Folha8*. Il a menacé de se suicider s'il n'était pas libéré.⁶⁶

L'origine de l'affaire remonte au 20 juin 2015, lorsque les 17 militants ont été pris « *en flagrant délit de lecture d'un livre* », comme ont ironisé leurs avocats. Ils étaient réunis dans une maison de Luanda pour discuter du dernier ouvrage de Domingos da Cruz, intitulé « *Outils pour détruire un dictateur et éviter une nouvelle dictature, philosophie politique de libération de l'Angola* ». Lors du procès, en novembre 2015, le parquet a interrogé Domingos da Cruz en lui demandant s'il était le « *chef* » du groupe et quel était son but en écrivant son livre. L'universitaire a répondu qu'il n'était le chef d'aucun groupe et que son ouvrage n'avait qu'un but académique.⁶⁷

Le parquet a en outre présenté un enregistrement sonore (le groupe avait été infiltré par une « *taupe* ») en affirmant qu'il s'agissait d'une preuve que les 17 militants préparaient une insurrection populaire destinée à renverser le président dos Santos et en prétendant qu'ils étaient « *manipulés par des ambassades occidentales, qui leur auraient promis 100 millions de dollars [94 millions d'euros] pour financer leurs basses œuvres* ». ⁶⁸

Selon l'accusation, parmi les documents saisis chez les *revús* et dans leurs ordinateurs, figurait notamment une liste de personnes que les « *conspirateurs* » estimaient capables de diriger le pays après la chute du régime dos Santos. D'après l'accusation, cette liste élaborée par les 17 accusés englobait « *tous les postes clés et tous les secteurs de la société, du sommet politique de l'Etat jusqu'aux organisations de loisirs, en passant par l'économie, les sports, la culture, la justice et même le ministère de la pêche* ». ⁶⁹

Selon Antonio Setas, contributeur du journal *Le Monde Afrique*, le véritable auteur de ce document est un juriste angolais dénommé Albano Pedro, qui a voulu faire un canular en publiant sur sa page Facebook cette liste de noms susceptibles de former un « *gouvernement de salut national* ». La plupart des 17 *revús* arrêtés en juin 2015 y occupait « *un poste ministériel bidon. La blague a été prise très au sérieux par le régime, qui a choisi d'y voir un vrai projet révolutionnaire* ». ⁷⁰

Lors du procès, l'accusation a interrogé un des prévenus, l'universitaire Nuno Alvaro Dala, sur sa présence sur cette liste de « *gouvernement de salut national* » destiné à remplacer le pouvoir en place. Celui-ci a affirmé qu'il avait pris connaissance de cette liste bien après sa publication et que ce document n'avait aucun rapport avec les activités des *revús*. ⁷¹

Après cinq mois de détention arbitraire, le procès a débuté le 16 novembre 2015. A cette occasion, l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme a réitéré son appel aux autorités angolaises à libérer immédiatement les détenus et à leur garantir un procès équitable. ⁷² Les audiences ont eu lieu au Tribunal provincial de Luanda. Plusieurs experts et institutions ont appelé à la libération des détenus, y compris le Parlement Européen et le Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits humains. ⁷³

⁶⁶ *Le Monde*, 22/01/2016, art.cit.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Le Monde*, 02/07/2015, art.cit.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Le Monde*, 22/01/2016, art.cit.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, art.cit.

⁷³ *Ibid.*

Les 17 opposants, qui demandaient le départ du président dos Santos, ont toujours nié les charges qui pèsent sur eux.⁷⁴ Poursuivis pour « rébellion et tentative de coup d'Etat contre le président José Eduardo dos Santos », ils ont été condamnés le 28 mars 2016 à Luanda, à des peines de deux à huit ans et demi d'emprisonnement, « au terme d'un procès-fleuve qui était censé durer trois jours ».⁷⁵

Considéré par le juge comme le leader du groupe, Domingos da Cruz a reçu la peine la plus lourde : huit ans et demi de détention pour « tentative de coup d'Etat et association de malfaiteurs ». Le rappeur Luaty Beirao a été condamné à cinq ans et demi de détention pour « rébellion contre le président la République, association de malfaiteurs et falsification de documents ».⁷⁶

Le 29 juin 2016, la Cour suprême de Luanda a ordonné la libération conditionnelle et l'assignation à résidence des 17 opposants. Zenaïda Machado, chercheuse spécialisée sur l'Angola pour *Human Rights Watch* (HRW), s'est dit « satisfaite que la Cour suprême fasse respecter la loi du pays ». Ayant fait appel de leur condamnation, les revús vont désormais « attendre une décision finale de la justice dans cette affaire, chez eux, auprès de leur famille et de leurs amis », a-t-elle ajouté, souhaitant que « le réexamen du verdict soit juste, rigoureux et aussi rapide que possible ».⁷⁷

Interrogé en décembre 2016 sur sa captivité et le vaste mouvement de soutien apparu en Angola et à l'étranger (« *Liberdade já* », « *La liberté maintenant* ») autour de lui et de ses compagnons d'infortune, Luaty Beirao déclare avoir « été surpris par la mobilisation en Angola, car d'habitude les gens ne réagissent pas. Il n'y a pas d'expression publique. J'ai pris conscience de l'ampleur du mouvement au 21^{ème} jour de ma grève de la faim. C'était incroyable ! J'ai pensé arrêter ma grève, mais ç'aurait été prendre le risque que le mouvement retombe ».⁷⁸

⁷⁴ *Le Monde*, 22/01/2016, art.cit.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Le Monde*, « Angola : la justice libère le rappeur Luaty Beirao et seize autres "révús" », 29/06/2016.

⁷⁸ *Le Monde*, 21/12/16, art.cit.

Bibliographie

(Les sites web mentionnés ont été consultés en février 2017)

ONG

Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, *Les "15 d'Angola" doivent être libérés et leur droit à un procès équitable respecté*, 19/11/2015.

<https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/angola-les-15-d-angola-doivent-etre-liberes-et-leur-droit-a-un-proces>

Amnesty International (AI), *Les autorités angolaises ne doivent pas réprimer les manifestations à venir*, 17/09/2013.

<https://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/actualites/article/angola-les-autorites-angolaises-ne>

Reporters sans frontières (RSF), *Condamné pour "diffamation", le journaliste William Tonet risque un an de prison*, 12/09/2011.

<https://rsf.org/fr/actualites/condamne-pour-diffamation-le-journaliste-william-tonet-risque-un-de-prison>

Articles scientifiques

LIMA Juliana, « Des "printemps arabes" à la "nouvelle révolution" en Angola – Mobilisation et contestation politique dans l'après-guerre », *Afrique Contemporaine*, N°245, 2013.

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-23.htm>

Médias

Le Monde, « Luaty Beirao : "Je refuse de vivre sous la dictature de la peur" », 21/12/16.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/12/21/luaty-beirao-je-refuse-de-vivre-sous-la-dictature-de-la-peur_5052575_3212.html

Soba-Ma-Soba, « La manifestation du 26 novembre 2016 interdite à Luanda », *Sobamasoba.blogspot.fr*, 28/11/2016.

<http://sobamasoba.blogspot.fr/2016/11/la-manifestation-du-26-novembre-2016.html>

Le Monde, « Angola : la justice libère le rappeur Luaty Beirao et seize autres "révus" », 29/06/2016.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/06/29/angola-la-justice-libere-luaty-beirao-et-seize-autres-revolutionnaires_4960788_3212.html

Le Monde, « Le procès des révolutionnaires angolais, grand théâtre de l'absurde », 22/01/2016.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/22/le-proces-des-revolutionnaires-angolais-grand-theatre-de-l-absurde_4852223_3212.html

MAHUM Steaves, « En Angola, il est interdit de réfléchir », *Steaves.mondoblog.org*, 17/07/2015.

<http://steaves.mondoblog.org/politique/angola-il-est-interdit-de-reflechir/>

Le Monde, « Un énigmatique "coup d'Etat" en Angola », 02/07/2015.
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/07/02/un-enigmatique-coup-d-etat-en-angola_4667571_3212.html

Le Monde, « Angola : l'humour presque noir de Rafael Marques, l'ennemi des généraux et du président », 25/03/2015.
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/25/angola-l-humour-presque-noir-de-rafael-marques-l-ennemi-des-generaux-et-du-president_4600504_3212.html

AGUALUSA José Eduardo, « Angola : Les indignés de Luanda », *Courrier International*, 25/03/2013.
<http://www.courrierinternational.com/article/2013/03/06/les-indignes-de-luanda>

ONOFRE Clara, « Angola : Une manifestation contre la fraude électorale réprimée », *Global Voices*, 17/03/2012.
<https://fr.globalvoices.org/2012/03/17/101614/>

Jeune Afrique, « Angola : la jeunesse défie le président Dos Santos », 28/09/2011.
<http://www.jeuneafrique.com/179211/politique/angola-la-jeunesse-d-fie-le-pr-sident-dos-santos/>

Agence France Presse (AFP), « Défilé: les Angolais mis en garde », 22/02/2011.
<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/02/22/97001-20110222FILWWW00717-defile-les-angolais-mis-en-garde.php>